



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

706/jpr/alc

**Arrêté du 14 juin 2024
portant mise en demeure à la société FIBERWEB FRANCE SAS à Biesheim
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Biesheim**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I, L.171-6, L.514-5, L.172-1 et L.511-1 ;
- Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société FIBERWEB SAS à Biesheim dont l'arrêté préfectoral du 2 octobre 2000 portant autorisation d'exploiter ;
- Vu la visite d'inspection du site de la société FIBERWEB SAS à Biesheim le 26 mars 2024 ;
- Vu le rapport du 21 avril 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu les remarques de l'exploitant formulées par courrier du 7 mai 2024, sur le rapport de visite transmis par l'inspection indiquant les suites proposées ;

Considérant que l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé précise que :
« [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure de débit comprenant un totalisateur .» ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 26/03/2024, l'inspection a constaté l'absence de dispositif de mesure de débit sur les deux installations de prélèvements situées au niveau du puits n°1 ;

Considérant que l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé précise que :

« [...] l'exploitant est autorisé à prélever l'eau utilisée à des fins industrielles dans la nappe phréatique aux conditions suivantes : [...] Puits n°1: après le 31 décembre 2002 : 5 m³/h[...] » ;

Considérant que pour la journée du 25/03/2024, la consommation journalière issue du puits n°1 était de 1738 m³ soit 72,41 m³/h, que ce dépassement a été relevé à plusieurs reprises depuis le changement du compresseur le 29/10/2023 ;

Considérant que l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé précise que :
« [...] Après le 31 décembre 2002, tout rejet en nappe d'eaux de refroidissement sera interdit. » ;

Considérant que le jour de la visite du 26/03/2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'eau de refroidissement du compresseur est rejetée dans la nappe, que d'après les éléments fournis par l'exploitant cette situation dure depuis le 29/10/2023 date du remplacement du compresseur ;

Considérant que l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé précise que :
*« Conditions de rejet des eaux pluviales
[...] Les rejets sont dirigés vers des puits drainants.
[...] Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers des puits filtrants ;[...] » ;*

Considérant que lors de la visite du 26/03/2024, plusieurs regards de puits ont été ouverts et que l'inspection a constaté l'absence de systèmes drainants ;

Considérant que l'article 9.3. de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé précise que :
« Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans le milieu naturel, dans des puits perdus ou en nappe est interdit sauf dispositions figurant dans les articles ci-dessous.[...] » ;

Considérant que lors de la visite du 26/03/2024, l'exploitant a indiqué que plusieurs rejets d'eaux industrielles sont dirigés vers des puits perdus ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté, afin qu'il soit entendu,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La société **FIBERWEB FRANCE SAS à Biesheim**, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé ZI EST - B.P. 208 - 68600 Biesheim est mise en demeure de respecter dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à Biesheim.

Article 2 : dispositif de mesure de débit

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé :

« [...] Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure de débit comprenant un totalisateur. »

Article 3 : prélèvement d'eau-débit autorisé

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé :

« [...] l'exploitant est autorisé à prélever l'eau utilisée à des fins industrielles dans la nappe phréatique aux conditions suivantes : [...] Puits n°1: après le 31 décembre 2002 : 5 m³/h[...] »

Article 4 : rejet-eaux souterraines

Dans un délai de 1 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.4 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé :

« [...] Après le 31 décembre 2002, tout rejet en nappe d'eaux de refroidissement sera interdit.»

Article 5 : puits drainants

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé :

« Conditions de rejet des eaux pluviales

[...] Les rejets sont dirigés vers des puits drainants.

[...] Les eaux pluviales de toiture sont dirigées vers des puits filtrants ;[...] »

Article 6 : rejet des eaux industrielles

Dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 2/10/2000 sus-visé :

« Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans le milieu naturel, dans des puits perdus ou en nappe est interdit sauf dispositions figurant dans les articles ci-dessous.[...] »

Article 7 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 8 :- Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 9 :- Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 14 juin 2024

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général suppléant

SIGNÉ

Alain CHARRIER